

LETTRE

DU PRINCE

MOUSTAPHA FAZIL

A

SA MAJESTÉ

ABDUL AZIZ

SULTAN DE TURQUIE

1866

LE CAIRE

IMPRIMERIE DE L'INSTITUT FRANÇAIS

D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE

1940

Ce qui entre le plus difficilement dans le palais des princes, c'est la vérité. Ceux qui les entourent se la dissimulent à eux-mêmes; et parce qu'ils vivent au sein des plaisirs du pouvoir qui sont leur seule jouissance, ils s'imaginent que les peuples ne souffrent que par la faute de leur propre paresse et que les empires ne déclinent que par le contre-coup douloureux d'événements invitables.

Il faut un dévouement courageux pour voir la réalité sans illusion; il en faut plus encore pour la révéler au Souverain. Mais, Sire, ce dévouement ne m'a jamais fait défaut. J'en appelle à Votre mémoire, j'en appelle à la mémoire de ceux qui m'ont jeté dans l'exil. Je n'ai certes pas eu les occasions que j'eusse désirées, de

témoigner par des actions d'éclat mon zèle pour Votre Auguste personne et pour la prospérité — hélas! je devrais dire pour la résurrection de notre patrie —, mais j'ai eu l'occasion de Vous dévoiler, le premier, les vices de Votre gouvernement et les plaies de l'Empire, mais toutes mes pensées sont consacrées au service de Votre Majesté et de l'Empire Ottoman. J'ai puisé dans mon affection respectueuse pour Votre Trône et dans mon patriotisme, la force de regarder en face les maux qui nous assiègent — au grand jour ou dans l'ombre —, et la connaissance que j'ai des sentiments généreux de Votre Majesté me donnera le courage de n'en dissimuler aucun, et d'indiquer, une fois de plus, en fidèle sujet, le remède qui peut nous sauver — pourvu que nous sachions prendre à temps un parti décisif.

Sire, les révoltes qui éclatent parmi les populations chrétiennes de Votre Empire sont avant tout l'œuvre de nos ennemis du dehors; mais elles sont un symptôme de la situation générale faite à Vos peuples de toute race et de toute religion, par un système de gouvernement qui après avoir eu autrefois ses raisons d'être ne peut plus produire aujourd'hui que la tyrannie, l'ignorance, la misère et la corruption. L'Europe s'imagine que les chrétiens seuls sont soumis, en Turquie, à l'arbitraire, aux souffrances, aux avilissements de toute nature qui naissent de l'oppression. Il n'en est rien : les musulmans, précisément parce que nulle puissance étrangère ne s'intéresse à leur sort, sont peut-être plus indignement spoliés, plus courbés sous le joug que ceux qui méconnaissent le

Prophète. Jusqu'ici ils ont souffert patiemment, parce qu'ils portent au fond de l'âme un secret de résignation, fière et de longue attente, que les Occidentaux ne comprennent pas; d'ailleurs ils sont du même sang que la Famille auguste qui préside aux destinées de l'Empire, et le culte qu'ils ont pour le Trône se confond dans leur pensée avec celui qu'ils professent pour le Coran. Mais, permettez-moi de Vous le dire en fidèle serviteur, les musulmans, Sire, sont à bout de sacrifices et de souffrances; déjà, des murmures mal étouffés se font entendre : il serait dangereux, et pour Votre auguste dynastie et pour eux, de les réduire au désespoir.

Au milieu de ces oppressions continuelles, que Vous avez en horreur, que les grands fonctionnaires de l'Empire ne désirent probablement pas, mais qui résultent de la nature même du Gouvernement — oppressions telles, que malgré Votre puissance et Vos lumières il semble que Vous ne puissiez ni les empêcher ni même les connaître — la forte virilité de la race turque diminue tous les jours. Quelques-uns de Vos sujets, bons patriotes, Sire, remarquent avec une douleur légitime, que cette race, à laquelle nous sommes si fiers d'appartenir, est travaillée par la sombre maladie de la dépopulation. Mais ce n'est pas là ce qui m'épouvante le plus; peut-être cette dépopulation s'explique-t-elle, en grande partie, par notre organisation militaire. Ce qui m'effraie pour notre avenir prochain, c'est qu'à l'imitation des races conquises, nous, Ottomans, nous nous laissons envahir depuis quelques années par une dégénérescence morale qui devient chaque jour plus visible, chaque jour plus profonde, chaque jour plus universelle.

Sire, lorsque nos pères, il y a plus de quatre siècles, mirent fin à l'Empire d'Orient et s'établirent glorieusement dans la cité dont Constantin avait fait la capitale du monde, ils ne durent pas seulement cette grande conquête — qui est une des dates illustres de l'Histoire — à leur élan religieux et à leur courage militaire : cet élan et ce courage militaire n'étaient que le reflet de leur valeur morale. Ils étaient soumis à leurs chefs; mais ils l'étaient en vertu d'un principe librement accepté par eux; mais ils avaient toutes les fiertés du cœur et de l'esprit, et je ne sais quelle indépendance native, quelle élévation indéfectible, qui, sachant se discipliner d'elles-mêmes, sanctifiaient le fond vivant de leur caractère. La vertu, pour eux, n'était pas un vain mot. C'est pourquoi ils ont triomphé si facilement d'un immense Empire où un despotisme séculaire avait acclimaté tous les vices et toutes les ignominies.

Certes, la virilité morale des peuples n'est pas la seule force en ce bas monde — où le crime, aussi, a ses armes et sa puissance —, mais elle est la force première, celle dont les Empires ne sauraient se passer impunément, puisque par un privilège qui semble unique elle grandit et se fortifie par les victoires qu'elle remporte. — tandis que toutes les autres s'usent dans leur propre triomphe.

Aussi bien, Sire, la conviction qu'il y a une diminution des sentiments de fierté, d'honneur, de dignité dans notre race, est-elle un sujet de méditations amères pour tous les citoyens, pour tous ceux qui désirent Votre gloire et la gloire de la patrie. Et par quel miracle, ces sentiments, tout inhérents qu'ils soient à notre race, se maintiendraient-ils, lorsqu'on voit Vos sujets ottomans, qui

partagent le sort de leurs concitoyens les chrétiens, demeurer exposés à toutes les avanies, à toutes les injustices, à tous les caprices, à toutes les exactions de fonctionnaires subalternes qui ne dépendent que nominalemeut de Votre autorité, puisque Vous ne pouvez savoir s'ils obéissent à Vos ordres paternels? Parce qu'il n'y a pas d'opinion publique en Turquie, les innombrables agents de Votre Gouvernement n'ayant pas à répondre devant une opinion deviennent de ce fait irresponsables devant Votre Majesté. Et il n'y a rien qui ne soit permis à ces tyrans subalternes! Vos sujets de tout culte sont donc divisés en deux classes : ceux qui oppriment sans frein, et ceux qui sont opprimés sans pitié. Les premiers, trouvent dans le pouvoir illimité que Vous exercez, et qu'ils s'arrogent, une tentation à tous les vices, et les seconds se dégradent eux-mêmes au contact pernicieux de leurs maîtres. Obligés, sans cesse, de se soumettre à des caprices odieux, ne pouvant, même, faire parvenir jusqu'au pied de Votre Trône leurs plaintes légitimes (car leurs tyrans verraient dans cet appel respectueux à Votre pouvoir la pire des séditions), ils contractent l'habitude d'une incurable lâcheté morale. Et la lâcheté morale, engendre, Vous ne l'ignorez pas, Sire, toutes les turpitudes du cœur et tous les affaissements de l'esprit.

Le sang ottoman est si riche, si généreux, qu'il nous reste sans doute le patriotisme, ses ardeurs et ses sublimes sacrifices; il nous reste aussi le courage militaire, le mépris de la mort; il nous reste, enfin, notre traditionnelle gravité, et cette loyauté sereine qui est le propre du caractère turc, et qui nous fait admettre et chérir

par-dessus tout le principe d'égalité. Mais ces vertus séculaires pourraient-elles éternellement résister à de terribles épreuves? Et le jour où elles auraient disparu, y aurait-il, Sire, de remède possible à notre décadence?

A côté de l'affaiblissement moral des populations turques et chrétiennes de l'Empire, je suis bien forcé de signaler encore à Votre Majesté, non seulement leur ignorance, mais leur dégénérescence intellectuelle.

Sire, quand nos aïeux vinrent en Europe, ils ne brillaient pas, sans doute, par des connaissances étendues, mais ils avaient cet énergique bon sens qui est le fruit naturel des âmes saines et fortes. De plus, ils avaient un esprit actif, et actif sans cette fausse subtilité caractéristique des races qui fuyaient devant nos coursiers.

Hélas! les intelligences s'atrophient sous un mécanisme gouvernemental qui ne laisse rien à l'initiative des citoyens.

Dans Votre Empire, Sire, les populations ottomanes ont peut-être saisi plus encore que les populations grecques, par exemple, les effets funestes d'un despotisme traditionnel, précisément parce que le despotisme est plus contraire à leur droiture et à leur dignité naturelles. Nous n'avons pas, nous autres Turcs, le triste avantage de ces raffinements byzantins qui simulent l'intelligence et ne défendent point un gouvernement absolu. Nous sommes ainsi faits, que nous étonnons le monde entier par la grandeur simple de nos idées ou que, n'ayant plus d'idées, nous tombons dans une sorte d'hébetement fatal. Bientôt, si les choses présentes continuent leur cours,

on aura peine à trouver dans la race conquérante quelques hommes capables de gouverner et d'administrer. Si, encore, les vaincus, par un genre nouveau d'inégalité, avaient le privilège d'être meilleurs que nous! Hélas! il n'en est rien.

Et cependant, Sire, nous vivons dans un temps où l'empire appartient aux plus intelligents et aux plus instruits; en attendant qu'il appartienne aux plus honnêtes et aux plus dévoués. Dans toute l'Europe on s'occupe de l'instruction du peuple; et les gouvernements mêmes qui s'en soucient médiocrement, affectent d'y attacher une souveraine importance. Je pourrais citer à Votre Majesté tel pays, la Suisse par exemple, où l'on aurait peine à trouver un seul habitant ne sachant pas lire et écrire. L'Angleterre elle-même, bien qu'elle ait à sa tête une aristocratie qui se démet le plus lentement possible de ses privilèges, accomplit depuis vingt-cinq ans un travail gigantesque de diffusion des connaissances élémentaires dans le peuple. La Prusse, n'a peut-être triomphé de l'Autriche à Sadowa que parce qu'elle avait une population plus instruite que celle de sa rivale. Consentirons-nous à décroître en intelligence, quand la plupart des États de l'Europe s'élèvent à force de sacrifices?

Toutefois ne Vous y trompez pas, Sire : pour répandre l'instruction dans Votre Empire, il ne suffit pas d'y constituer partout des écoles qui resteront désertes ou qui ne seront fréquentées que par des enfants avilis et inertes.

Le premier instituteur des peuples, celui qui crée tous les autres et que les autres ne sauraient remplacer, c'est la *liberté*.

Une nation esclave dédaigne une science inutile. C'est lorsque

les peuples ont des droits fortement garantis qu'ils cherchent à s'éclairer pour en faire un bon usage.

Les peuples ignorants et asservis sont lâches ou traîtres.

Hélas! Sire, la diminution de la virilité morale et la dégénérescence intellectuelle ne sont pas les seules plaies de notre situation présente. Nous nous débattons partout contre le monstre de la misère. Plus d'une fois, Sire, Vous avez dû constater, avec tristesse, la pénurie de Votre trésor; plus d'une fois Vous avez gémi de la nécessité où Vous Vous trouviez de ne pouvoir solder régulièrement Vos troupes et Vos fonctionnaires. Plus d'une fois, la modicité des traitements que l'État alloue à ses serviteurs a contristé Votre cœur paternel; car Vous savez bien, qu'en Orient, un fonctionnaire insuffisamment payé est un fonctionnaire qui rançonne les populations. Mais les embarras financiers de Votre Gouvernement ne sont rien par eux-mêmes. Ce qui est effrayant, c'est la situation secrète qu'ils révèlent. Le gouvernement de Votre Majesté est en définitive un de ceux qui, eu égard au chiffre de la population, vivent avec le budget le plus modeste. Pourquoi donc ce budget médiocre écrase-t-il l'Empire? C'est, d'abord, parce que l'impôt y est levé par des procédés des plus vicieux; mais c'est bien plus, encore, parce que la population, travaillant peu et ignorant tout, est tombée au dernier degré de la misère. C'est ainsi que Vos sujets, Sire, sont devenus incapables de suffire à des charges publiques qui partout ailleurs paraîtraient légères.

L'industrie, le commerce, l'agriculture, tout décline dans l'Empire! Les peuples semblent avoir perdu le besoin et l'art de

produire; ils voient leur détresse, et cette détresse ne secoue pas leur énergie, elle ne les pousse à aucun effort.

Les Européens ne manquent pas ici, Sire, d'accuser et notre race et notre religion. Ils disent que nous ne sommes bons qu'au service militaire et que le dogme de la fatalité énerve notre activité. Mais notre race est comme toutes les races humaines; si elle a débuté par l'héroïsme militaire, c'est qu'il lui fallait bien se faire une place au soleil. Elle n'a fait à cet égard que ce qui avait été fait avant qu'elle parût dans le monde, par les Francs, par les Germains, par les Arabes. Que l'activité humaine se déploie dans les combats de la guerre ou dans ceux de l'industrie, c'est toujours la même faculté qui agit; et les peuples les plus vaillants finissent toujours par devenir les plus industrieux quand des obstacles funestes ne les détournent pas de leur voie légitime. La France et l'Angleterre en sont des preuves irrécusables. Quant à notre religion, elle ne semble pas se distinguer des autres lorsqu'elle s'incline devant les volontés souveraines et mystérieuses de la Providence. Les Chrétiens ont un dogme qui semble aussi fataliste, à lui seul, que tous les nôtres réunis : le dogme de la Grâce. Leur apôtre saint Paul leur a prêché que l'homme est dans les mains de Dieu comme le pot dans les mains du potier. Cela ne les a pas empêchés, Sire, de déployer, pour produire des richesses, une énergie incroyable — et que nous ferions bien d'imiter.

Ce qui nous a empêché de devenir un peuple actif et industrieux en même temps que les autres, c'est, ne craignons pas de le dire, notre système politique. Là où l'homme peut exploiter son

semblable, il ne se donne pas la peine d'exploiter courageusement ni son esprit ni le sol; et, d'autre part, là où la tyrannie et l'exaction règnent partout, personne n'ayant la certitude de jouir du fruit légitime de son travail, personne ne travaille. C'est ce que l'on voyait en France avant la Révolution de 1789. Cette belle France, Sire, que Vous admirez et que j'admire! cette France, malgré une situation unique dans le monde, était vainement entourée d'une ceinture de nations industrieuses. En vain elle avait eu de grands ministres qui avaient voulu la doter d'industries prospères; ces industries, plantées dans un sol rebelle par des mains intelligentes mais absolues, n'avaient pas reçu la sève qui féconde; elles s'étiolaient sous le despotisme. Dans une notable partie des provinces, le paysan, dans lequel on avait peine à reconnaître un homme, errait dans les bois, vêtu de peau de bêtes, et les vêtements les plus simples étaient pour lui un luxe inouï. Trente ans, je compte bien, Sire, oui, trente ans après l'émancipation de 1789, tout était changé! Et la France, grâce à la *liberté*, prenait place parmi les nations les plus riches et les plus actives des deux mondes.

C'est que les peuples, Sire, vivent, même matériellement, de *liberté*; et là où l'on n'a pas de droits, il arrive toujours qu'on finit par manquer de pain.

Sire, lorsqu'un Empire en est arrivé à la malheureuse situation que je viens de décrire, lorsqu'il est diminué et qu'il diminue tous les jours dans sa vertu, lorsqu'il tombe peu à peu dans une somnolence d'esprit qui se généralise, lorsqu'enfin il est étreint par une

misère lamentable — dont le Trésor public ressent le contre-coup douloureux — les bons citoyens et fidèles sujets ne doivent pas se borner à demander des réformes. Des réformes? Combien de fois, chez nous, n'en a-t-on pas promis ou même accordé! Et que ne promet-on pas encore, dans ce genre, à l'heure où j'écris ces lignes! Aussi, aujourd'hui nous devons aller plus loin, nous devons faire parvenir au pied du Trône cette supplique respectueuse et solennelle : — Sire, sauvez l'Empire en le transformant! Sauvez-le, en le dotant d'une *Constitution!* D'une Constitution réelle, large, féconde, entourée de toutes les garanties nécessaires à son application sincère et à sa durée. Oui, Sire, une Constitution, qui, en établissant une parfaite égalité de droits et de devoirs entre les musulmans et les chrétiens, réaliserait cette harmonie que les Occidentaux prétendent impossible entre vainqueurs et vaincus.

Ah! je prévois, Sire, que des conseillers perfides ou ignorants s'empresseront d'exploiter jusqu'au mot de Constitution. A Votre Majesté, ils essayeront de persuader qu'une Constitution fait d'un souverain un simple automate, lui ôte sa liberté d'action et son libre-arbitre, — au peuple, qu'une Constitution forcera le musulman à renoncer à tout ce qui lui est cher : depuis sa religion jusqu'à son costume. Ignorants ou perfides sont ces conseillers, Sire! Que Votre Majesté méprise leurs avis et que le peuple repousse leurs suggestions! Une Constitution ne limitera qu'une seule chose : le pouvoir absolu, et elle ne supprimera que ses excès. Elle n'ôtera au Souverain qu'une seule liberté : celle de se tromper et de faire le mal. Quant au peuple, la Constitution ne le contraindra à aucun

sacrifice incompatible avec son honneur et son bien-être; elle lui garantira aussi bien sa sainte religion que sa fortune et sa propriété, aussi bien la tranquillité de son foyer que la liberté et la dignité individuelles.

Dans un autre ordre d'idées, la Constitution apportera, promptement et forcément, des modifications salutaires dans nos rapports internationaux. Qui ne sait, Sire — et non-seulement dans Votre Empire mais encore dans l'occident de l'Europe, — que l'ingérence perpétuelle des représentants des puissances européennes dans nos affaires intérieures a produit les résultats les plus funestes? Les représentants de ces puissances ont sans doute plus d'une fois élevé la voix pour recommander des principes de civilisation et d'humanité; mais plus d'une fois aussi ils n'ont pris la parole que pour préconiser des intérêts de race ou, ce qui est plus triste encore, pour faire valoir de simples intérêts privés. La Constitution, en jetant les bases d'un gouvernement véritable, supprimera toute immixtion du dehors, étendra sur les populations de tous les cultes une protection égale, et répartira entre elles une même justice tutélaire.

Oui, Sire, sauvez l'Empire : le temps presse! Sauvez l'Empire de Vos ancêtres. Cet Empire qui a coûté tant de larmes et de sang! Son histoire est glorieuse, mais que son présent est triste! Et de quel poids ce présent doit peser à l'âme de Votre Majesté! Tout nous menace au dehors, et tout menace de se dégrader ou de s'écrouler au dedans. Pour un esprit aussi éclairé que celui de Votre Majesté, il ne doit plus y avoir une seule illusion. Vos troupes valeureuses

viendront à bout de toutes les insurrections que suscitent nos ennemis du dehors, mais donneront-elles à ceux qu'elles auront vaincus, du pain, de l'initiative, des garanties de n'être plus opprimés? Vous pourrez, à force de concessions envers les puissances qui prétendent à Votre héritage, retarder l'heure de la grande lutte; mais qu'y aurons-nous gagné, si, au moment de la crise, nous devons être encore plus faibles, plus désagrégés, plus ruinés qu'aujourd'hui? Allons donc au-devant de la lutte! Sire. Allons-y, non pas les armes à la main, mais escortés de tous les progrès. Améliorons-nous moralement et intellectuellement; prospérons; nous aurons mis, d'avance, la moitié des chances de triomphe de notre côté.

Chaque année qui s'écoule, nous enlève, Sire, des appuis extérieurs et voit s'évanouir quelque-une de nos forces vives. L'Angleterre n'est plus aussi énergiquement disposée à nous soutenir qu'elle l'était, il y a douze ans; l'Autriche, en devenant, depuis la défaite que lui a infligée l'Allemagne, une puissance plutôt orientale qu'occidentale, est obligée de se ménager une popularité parmi les slaves de Votre Empire. Enfin, prenons-y garde, car c'est là le pire mal de notre situation, partout, en Europe, l'opinion publique, qui nous était si favorable en 1855, commence à se prononcer contre nous. Que Votre Majesté daigne parcourir les journaux de Paris, de Londres, de Florence. Elle s'apercevra que partout, dans les pays occidentaux qui ont tant d'intérêt à nous soutenir, on nous regarde comme une puissance dont la chute est prochaine. Oui, chaque matin, des hommes politiques de France, d'Angleterre, d'Italie, en

étudiant les actes de Vos fonctionnaires et les souffrances de Vos peuples, écrivent ou disent : Ce gouvernement est incapable de se réformer, et, étant incapable de se réformer, il est condamné à périr; laissons-le à sa destinée fatale, n'essayons pas d'empêcher une grande catastrophe qu'on ne saurait éviter.

. Eh bien! Sire, faisons mentir ces tristes prophéties! Ramenons à nous, par une révolution qui sera bienfaisante puisqu'elle partira de Votre main et qu'elle sera circonscrite par Votre sagesse, ramenons l'opinion publique qui nous est devenue hostile et qui devrait être notre meilleur appui! Prouvons à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, que ni notre race ni notre religion ne nous contraignent à rester dans cet état d'affaiblissement et de corruption qu'on nous reproche si amèrement. On dit que nous sommes morts? faisons acte de vie! Ce n'est pas une innovation périlleuse et sans exemple que je me permets, Sire, de proposer à Votre Majesté — grâce à Dieu, le peuple turc a toujours eu les utopies en horreur —, mais je me place au point de vue de l'histoire. Que Votre Gouvernement, fasse, sous Votre haute direction, ce qui a été fait par tous les gouvernements placés dans une situation désastreuse : qu'il se sauve par des moyens qui ont sauvé d'autres nations!

Le peuple que Vous gouvernez, Sire, n'est ni le premier ni le seul qui ait connu ces heures mauvaises où tout semble dégénérer et dépérir. Sans parler de tels États européens qui, comme le Vôtre, ont besoin de se transformer politiquement et socialement, j'ai déjà eu l'honneur de rappeler à Votre Majesté la déplorable situation

de la France au dernier siècle. Ce n'était pas seulement l'industrie qui végétait misérablement en France : les finances publiques se soldaient tous les dix ans par la banqueroute, l'arbitraire régnait à tous les degrés de l'échelle sociale. « Personne, disait un politique de cette époque au roi Louis XV, personne, dans Votre royaume, ne peut se flatter d'être assez haut pour échapper à la vengeance d'un ministre, ni assez bas pour échapper à celle d'un commis aux gabelles. » Le gouvernement, discrédité, ne savait plus à quelle politique se vouer; il changeait tous les matins de système. Bref, la France était devenue, surtout depuis la guerre de Sept ans, une puissance de second ordre. Comment donc avait-elle repris son rang au bout de quelques années, et un rang si glorieux que l'Europe coalisée fut impuissante contre ses vaillantes armées? Elle avait repris son rang en se transformant dans toutes ses institutions; et si cette transformation, à la fois terrible et grandiose, a coûté tant de sang et de larmes, c'est qu'elle n'a été entreprise qu'à la dernière heure. Cette dernière heure, Sire, où l'on entend les peuples — et aussi bien les peuples musulmans que les peuples chrétiens — s'écrier : Il est trop tard!

Mais ce n'est pas seulement la France, Sire, qui est sortie d'une décadence honteuse, et en apparence sans remède, par une refonte de son gouvernement. Lorsque le petit roi de Piémont voulut devenir le roi d'une grande Italie, il ne commença point par réunir de nombreux soldats : il donna à ses peuples une constitution libérale. A partir de ce moment, il régna, on peut le dire, sur les cœurs italiens et sur les intelligences italiennes; l'opinion publique

de l'Europe se prononça pour ses projets, et, grâce à ce mot prestigieux de liberté qu'il avait su prononcer à temps, il put prévoir, en mourant, que son fils Victor Emmanuel triplerait ses États et mettrait sur sa tête une des grandes et belles couronnes de l'Europe.

J'aurais d'autres exemples, aussi frappants, aussi concluants, à soumettre à la haute méditation de Votre Majesté. J'aurais à Lui montrer l'Autriche, échappant aux périls suprêmes d'une situation inextricable par la *liberté constitutionnelle*. J'aurais surtout à Lui montrer la Prusse, victorieuse l'été dernier, moins encore, Sire, quoi qu'on ait pu vous en dire, par le fusil à aiguille que par la civilisation de son peuple. Mais j'en ai dit assez pour convaincre Votre Majesté, que, partout, en ce siècle, la liberté accordée au peuple a été un principe de force pour les gouvernements. Pourquoi donc y aurait-il, en ce qui concerne la Turquie, une dérogation à cette règle? Est-ce que la race turque, qui a fait ses preuves, est inférieure aux autres? Est-ce qu'elle constitue dans le genre humain une exception monstrueuse? Serait-ce notre religion qui nous condamnerait à vivre en dehors de toutes les conditions de prospérité? Mais, Sire, Vous le savez mieux que moi, la religion commande aux âmes, elle nous ouvre les perspectives de la vie future; mais ce n'est pas elle qui règle les droits des peuples, et elle se perd elle-même, en perdant tout le reste, lorsqu'elle ne se tient pas dans le domaine sublime des vérités éternelles.

Sire, il n'y a pas une politique chrétienne et une politique

musulmane, car il n'y a qu'une justice; et la bonne politique, c'est la justice réalisée.

Nous périssons par le vieux système. Ce système a corrompu et rapetissé nos hommes d'État qui, eux-mêmes, à leur tour, contribuent encore à le rapetisser et à le corrompre. Sachons donc en finir, une bonne fois, avec lui; renonçons à des institutions surannées qui écrasent l'Empire sans le défendre, et adoptons celles que nous voyons s'établir partout, et qui partout ont relevé les États.

Eh quoi! les provinces qui se sont détachées du pouvoir métropolitain — des provinces dont quelques-unes ne se distinguent de la Turquie ni par le culte ni par la race — acclament le régime constitutionnel, et nous hésiterions encore? Votre Empire, Sire — si vaste! — ne renferme-t-il pas un plus grand nombre de bons citoyens, de sujets fidèles, d'hommes éclairés que n'en renferment l'Égypte, la Tunisie, la Moldavie, la Valachie, la Serbie? Faites appel à leur bonne volonté et à leur zèle; ayez dans chacune de Vos provinces une assemblée librement élue qui Vous renseigne et Vous permette de réaliser Vos intentions paternelles; que les délégués de ces assemblées, convoqués à Constantinople par Votre haute initiative, déposent périodiquement leurs désirs au pied de Votre Trône et exposent exactement la situation de Vos peuples.

Un médecin disait : « Avec une aune de drap je fais un honnête homme. » Vous, Sire, avec des droits que Vous reconnaîtrez et que Vous couvrirez de Votre bras protecteur, Vous ferez des citoyens actifs, énergiques, industriels, qui Vous devant le premier des

biens — la *liberté* —, et n'étant plus opprimés ni dépouillés, travailleront pour Vous et pour eux-mêmes, enrichiront l'Empire, cultiveront leur esprit, reconquerront les vertus de leurs pères, et enfin, au besoin, se réuniront, vaillants et résolus à vaincre ou à mourir, autour de Votre Trône, pour défendre Votre puissance, devenue la meilleure garantie de leurs intérêts les plus chers.

Je n'ai pas l'intention, Sire, d'esquisser ici, d'une façon même incomplète, le plan d'un *gouvernement constitutionnel* adapté aux mœurs, aux traditions, aux besoins de la Turquie.

Je me réserve de soumettre à Votre Majesté le projet de Constitution que mes amis et moi avons élaboré.

Votre Majesté sait que dans ma situation je n'ai à solliciter ni places ni faveurs. La seule ambition que j'aie, et que je proclame tout haut, c'est de faire parvenir à Votre Majesté les doléances et les vœux de la grande majorité des habitants musulmans et chrétiens de Votre Empire. La vie privée ne me pèse pas. L'exil lui-même a moins d'amertume pour moi lorsque je puis, comme aujourd'hui, dire la vérité à Votre Majesté.

Consultez avant tout, Sire, Votre propre cœur; il Vous dira que dans cette heure d'inquiétude et d'écroulement universels que nous traversons, Vous avez une tâche sublime à remplir; une de ces tâches qui demandent pour les entreprendre une raison intrépide, mais qui une fois réalisées laissent dans l'histoire une trace impérisable.

Sire, la Providence ne Vous a pas donné, comme à l'un de Vos glorieux ancêtres, d'être le fondateur de la puissance otto-

mane; Elle Vous a cependant réservé l'insigne faveur de pouvoir en être le régénérateur. La voix de tous les bons citoyens, la voix de Vos innombrables sujets, musulmans et chrétiens, s'unissant à la mienne, Vous convie à ce rôle — dont Vous êtes digne — qui élèvera Votre nom entre les noms immortels que consacre la reconnaissance des hommes.

Paris 1866.

Moustapha Fazil.

NOTICE.

La magnifique lettre de MOUSTAPHA FAZIL, que je publie, a paru une première fois en 1897, en brochure, au Caire, chez Costagliola. Je trouvai cette brochure, déjà jaunie, parmi des souvenirs de famille. Lorsque je voulus la lire, je constatai avec stupeur, qu'imprimée sur du mauvais papier, elle était entachée d'innombrables fautes d'orthographe, imputables à l'ignorance et à l'incurie d'un intermédiaire. La publication avait été faite à la hâte, dans des conditions vraiment misérables. J'ai voulu la relever de sa misère.

Je dédie cette nouvelle édition à la mémoire vénérée de mon grand-père. Que sa passion pour le bien soit en exemple à mes fils!

Le Caire, 22 janvier 1940.

Hatidjeh Fouad Izzet.